

Une année seulement après sa création, notre Centre de Ressources s'est imposé régionalement, comme une structure d'appui essentielle dans le domaine de la politique de la Ville.



Acteurs de terrain, équipes opérationnelles, institutionnels, élus, ont trouvé dans la dynamique du CRPV un outil efficace de coordination, de débats, d'échanges, de mises en commun de savoirs et de savoir faire. Ces actions ont démontré leur intérêt en s'efforçant

d'améliorer les pratiques de terrain de la politique de la Ville. Après force rencontres, sessions de formations, conférences et autres ateliers de réflexion, le CRPV a d'ores et déjà atteint l'objectif fixé lors de sa création. Celui d'être une référence, un point relais ouvert et accessible à tous.

Cette première année de réussite, nous la devons bien sûr à l'effort constant des fondateurs du GIP (Etat, Région, CDC et ARHLM), mais également à l'équipe de permanents, et notamment à son directeur, qui se sont mis, dès les premiers instants, au service des finalités du Centre de Ressources, en restant à l'écoute de tous ceux qui font la Ville.

Aujourd'hui, devenu un outil incontournable dans son domaine, notre Centre de Ressources se doit de tracer des perspectives encore plus ambitieuses. Le renouvellement urbain, l'intégration sociale des quartiers dans les projets de ville, le phénomène croissant de la rurbanité, la formation des équipes opérationnelles, la mise en cohérence des politiques d'actions dans le cadre des intercommunalités, la formation des acteurs sur les dispositifs européens, autant de thèmes de réflexion ou de formation que nous devons rapidement mettre en oeuvre.

Nous le savons, la politique de la Ville est un champ d'action passionnant pour lequel la remise en question des objectifs et des méthodes d'action, est perpétuelle. Passionnant car nous travaillons tous en ayant la ferme volonté d'améliorer le quotidien des citoyens des villes pour une meilleure cohésion sociale, une plus grande égalité et une solidarité renforcée. Une remise en question perpétuelle car ces objectifs sont si fondamentaux qu'ils demandent à chaque instant, que nous puissions vérifier le bien-fondé de notre démarche.

C'est en réalisant l'amplitude de notre mission et en étant à l'écoute de l'ensemble de nos partenaires, que nous entamons cette deuxième année d'action, plus que jamais déterminés.

Odette CASANOVA, présidente

## Activités du CRPV

### ■ Atelier régional de la Ville : gestion urbaine de proximité, le 6 novembre à Puylobier

Dans le cadre du cycle sur le renouvellement urbain, le prochain Atelier Régional de la Ville traitera du thème de la gestion urbaine de proximité. Après une présentation globale et théorique de la gestion urbaine de proximité, deux approches différentes selon les types d'opérateurs seront présentées : collectivité territoriale (le Grand Lyon), association de bailleurs (exemple du Centre de ressources pour les personnels de proximité à Vaulx-en Velin). Trois ateliers permettront ensuite de travailler et de débattre plus particulièrement des modalités concrètes de mise en œuvre (à partir du cas de Martigues), des questions de métiers et de formation (travail du GPV de Marseille en lien avec les chefs de projet), et de la méthodologie. Ce dernier atelier pourrait préfigurer le démarrage d'un atelier permanent de pratiques professionnelles sur cette question de méthodologie et de suivi, animé par le CRPV. Les prochains Ateliers de ce cycle traiteront de : l'évaluation en janvier 2004 (contrats de ville, grands projets de ville, opérations de renouvellement urbain) ; la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des politiques territoriales contractuelles dans le cadre du nouveau contexte lié à l'essor des agglomérations et à la nouvelle phase de décentralisation ; l'éradication de l'habitat indigne et les politiques menées dans les centres anciens ; le développement économique dans les territoires prioritaires et la place de l'économie solidaire...

### ■ Développement du CRPV

**En 2002/2003, les priorités se sont portées sur la recherche de locaux, la constitution de l'équipe, la mise en place des différents outils de gestion et de diffusion, le lancement des premières actions... Pour cette rentrée, il convenait de consolider la structure afin de développer une des missions essentielles des centres de ressources : la capitalisation des différentes expériences qui se sont déroulées ou qui sont en cours dans la région, le travail sur les questions de mémoire, des cultures professionnelles et des méthodes. C'est pour effectuer ce travail que nous avons recruté une chargée de mission capitalisation. Il s'agit de Laure Portale qui a pris ses fonctions le 6 octobre.**

### ■ Conférence des Villes : la politique de la Ville, quelle gouvernance ? le 21 novembre à Marseille

Cette conférence qui réunit les différents élus en charge de la politique de la Ville de la région Paca (conseil régional, conseils généraux, agglomérations, communes) portera sur la question de la gouvernance, plus particulièrement sur le pilotage politique des politiques contractuelles, dans les différentes échelles de territoires. Elle sera animée par Marie Christine Jaillet, chercheur au CIEU (Centre interdisciplinaire d'études urbaines-Université de Toulouse/CNRS). Cette conférence se prolongera, de 12h30 à 14h30, par l'inauguration du CRPV, ouverte plus largement aux acteurs et partenaires de la politique de la Ville.

### ■ Accueil des nouveaux professionnels le 18 novembre, à Marseille

En partenariat avec le SGAR et le Rectorat, une journée d'accueil et de formation des nouveaux professionnels en poste dans la région, se déroulera le 18 novembre à l'Ecole de la deuxième chance à Marseille. Cette journée sera introduite par Claude Jacquier, directeur de recherche au CNRS (CERAT - Politique, administration ville et territoire). Après un exposé sur les fondamentaux de la politique de la Ville et son évolution, étayé par des comparaisons européennes, la journée sera centrée sur les pratiques de réseaux, le développement local, les rapports associations/politique de la Ville. Un représentant de la DIV viendra conclure cette journée par une intervention sur la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine. Les personnes intéressées doivent prendre contact avec D. Michel.

### ■ Journée régionale des professionnels du développement local

Les métiers de la politique de la ville sont intrinsèquement liés à ceux du développement local. Ces champs recouvrent des thématiques très larges et des territoires très contrastés. Or, nous constatons que les professionnels de ces deux secteurs n'ont pas de rencontres instituées pour échanger sur les questions qui les préoccupent. Le CRPV, en partenariat avec l'ARDL (Association régionale pour le développement local) et l'Université de la Méditerranée organiseront au mois de décembre une journée régionale des acteurs du développement local, afin de rapprocher les acteurs concernés.

## ■ Evaluation : suite

Outre l'action entreprise dans le département des Alpes Maritimes, le CRPV effectue un recensement des démarches d'évaluation engagées dans les contrats de ville de la région. Ce travail sera présenté lors de l'Atelier Régional de la Ville de janvier prochain qui portera sur l'évaluation.

## ■ Journée de sensibilisation, le droit, outil d'autonomie et de développement : le 4 novembre au CRPV

L'association ECLORE (Espace-ateliers d'initiatives communautaires et de développement) est engagée depuis trois années dans un programme européen d'éducation au développement «Le droit, outil de développement et de solidarités Nord-Sud». L'association a développé, conjointement avec les associations Juristes solidarités et RASSADJ Nord-Pas-de-Calais (Réseau d'Associations, Syndicats et Structures de travail social pour l'Accès au Droit et à la Justice), des outils de sensibilisation autour de trois axes : l'accès au droit, la participation citoyenne, l'effectivité d'un droit pluriel. Elle propose en partenariat avec le CRPV, une journée de réflexion sur le thème du droit, à partir de la présentation de ces outils, destinés aussi bien aux élus et agents des collectivités territoriales, aux intervenants sociaux qu'au grand public, le 4 novembre au CRPV (30 personnes).

Inscriptions au 04 96 11 50 41

## ■ Moderniser sans exclure

Depuis 1992, l'association MSE anime en région PACA une démarche intitulée «auto médiatisation», initiée par B. Schwartz. Cette recherche-action s'enracine dans la conviction qu'il n'y a pas de fatalité à l'exclusion des personnes, que ce sont ces mêmes personnes qui peuvent le mieux parler de leurs difficultés et que leurs propositions peuvent alimenter avec pertinence une réflexion collective. Cette démarche de communication sociale est expérimentée avec des organismes publics, parapublics, collectivités territoriales, entreprises, associations, qui acceptent de donner la parole aux salariés et aux stagiaires. Sur chaque site, un groupe de jeunes ou d'adultes volontaires réalise un document vidéo en se filmant et en filmant les personnes de son entourage. Des montages successifs sont réalisés, chacun s'enrichissant de nouveaux points de vue, jusqu'à la production finale qui devient le support d'une réflexion collective, étendue à de larges publics. A ce jour, une quarantaine de films a été réalisée et présentée à plus de 20000 personnes. Ces vidéos sont toutes visionnables au CRPV, sur RV. Pour obtenir leur liste, et les modalités précises de visionnage, prendre contact avec Isabelle Marguerite.

## Initiatives régionales

### ■ Port Saint-Louis du Rhône : histoires des métiers de la mer

Parution du deuxième ouvrage de photos de Bernard Lesaing dans la collection Carnet Images et Paroles. Il s'agit cette fois d'une approche des métiers de la mer. Réalisé dans le cadre du contrat de ville, la méthode conjugue regard photographique et recueil de paroles, en

associant habitants et professionnels. Par ailleurs, un spectacle «Histoires de jeunes», associant images, paroles et musiques, et produit également dans le cadre du contrat de ville, aura lieu à Port Saint-Louis le 8 novembre à 19h à la salle Gérard Philipe. Cet événement servira de point de départ pour un travail qui aboutira à la publication du dernier volet de la trilogie des Carnets Images et Paroles Entrée libre.

Contact : B. Lesaing : 04 42 26 04 04

### ■ Image de ville, image de vie : festival du film d'architecture, à Aix-en Provence, du 11 au 15 novembre 2003

Ce Festival, premier du genre, a pour ambition de décloisonner les discours, les regards, les pratiques sur le cinéma et l'architecture. Documentaires, films de fictions, espace professionnel de rencontre pour les réalisateurs, producteurs, diffuseurs, critiques, sont prévus durant quatre jours, du mardi au vendredi. Ce Festival se déroulera sur plusieurs lieux.

Contact : 04 42 20 96 27 ; [imagedeville@free.fr](mailto:imagedeville@free.fr)

### ■ Solidarité Entreprises Initiatives, le 9 octobre 2003 à la Seyne sur Mer

Le PLIE de la Seyne sur Mer et l'Union patronale du Var organisent la 5<sup>ème</sup> édition des journées SOLEIL : les demandeurs d'emploi pourront rencontrer les chefs d'entreprises dans les bars de la ville. Des ateliers interactifs sur les techniques de recherche d'emploi, des débats et de nombreux stands d'information animeront cette journée. Ces rencontres sont gratuites et ouvertes à tous.

Contact : PLIE de la Seyne sur Mer, 04 94 10 84 30

### ■ Le CNAM à l'école de la 2<sup>ème</sup> chance

Le Conservatoire National des Arts et Métiers Provence Alpes Côte d'Azur ouvre à partir de janvier 2003 un certificat de compétences «Conduite de projet de développement de la politique de la ville». Cette formation vise à l'acquisition de savoirs et savoir-faire dans les champs de l'aménagement, de l'urbanisme et de la politique de la ville ; elle s'adresse à des salariés en activité, en reconversion, à des élus ou membres d'associations locales, aux demandeurs d'emploi. Elle est sous la responsabilité de Michel Cantal-Dupart et la coordination locale est assurée par Thilo Firchow, ancien sous-préfet Ville des Bouches-du-Rhône. Le cycle de 300 heures à raison de 3 jours par mois répartis sur 11 mois, démarrera en décembre 2003 et se déroulera à l'école de la 2<sup>ème</sup> chance.

Contact : D.Brochier, 04 91 60 79 02  
[brochier.cnam@e2c-marseille.net](mailto:brochier.cnam@e2c-marseille.net)

### ■ Extranet des territoires

A travers le «Séminaire permanent des pays et des agglomérations», la Région PACA veut répondre à l'attente des porteurs de projet de territoire en matière d'échanges d'expériences et d'ingénierie collective. Cette ingénierie territoriale porte sur les dimensions techniques, les modalités de mobilisation des acteurs locaux, la constitution de partenariats, le pilotage par les élus. Un extranet vient d'être mis en place et se développera progressivement au fur et à mesure de la constitution des groupes de travail. Certains sont déjà en place : Conseils de développement (pilote par l'ARDL - Association régionale pour le développement local) ; Services publics (CERFISE et AREREF -

Association régionale de Espaces ruraux Emploi Formation) ; Leader+ (programme d'initiative communautaire pour le développement local en milieu rural) avec la Société du canal de Provence ; Observation locale (pilote par la Région PACA, DIAT) ; Systèmes d'information géographique (Région PACA, Service d'analyse spatiale). D'autres groupes de travail sont prévus : cohésion sociale, montagne, prise en compte des risques majeurs. Par ailleurs, des groupes par territoire de projet peuvent aussi se constituer.

Contact : Louis Rousseau, DIAT (Région) : 04 91 57 50 57

### ■ Vers des territoires solidaires, Arles, 16 octobre 2003

La Délégation à l'innovation et à l'action territoriale de la Région organise une journée sur le thème «Vers des territoires solidaires : cohésion sociale/cohérence des territoires», rassemblant de nombreux intervenants.

Contact : Bertrand Toulemonde, DIAT (Région) : 04 91 57 50 57

## Informations générales

### ■ Promulgation de la loi Borloo

La loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine a été publiée au Journal officiel du 2 août 2003. Le texte est consultable au service Documentation du CRPV, sur le site internet Légifrance ou sur celui du ministère de la Ville.  
<http://www.legifrance.gouv.fr> ; <http://www.ville.gouv.fr/>

### ■ Comme la ville : renaissance

Le magazine de la DIV, «Comme la ville», renait sous une nouvelle formule, thématique et trimestrielle. Le numéro actuellement diffusé porte sur les femmes qui vivent en ville et dans les quartiers. Reportages, débats, portraits, illustrent ce n° intitulé «Vies de femmes».

Contact DIV : 01 49 17 46 18

### ■ Création d'une autorité administrative indépendante chargée de lutter contre toutes les formes de discriminations

Matignon, dans un communiqué du 2 juin 2003, indique que la future autorité administrative indépendante chargée de lutter contre toutes les formes de discriminations sera créée en 2004. La présidence de la mission de préfiguration a été confiée à Bernard Stasi, médiateur de la République. Il est chargé, en concertation avec les différents acteurs institutionnels et associatifs concernés, de mener les travaux d'expertise juridique nécessaires à l'élaboration d'un projet de loi. Par ailleurs, le Groupe d'études et de lutte contre les discriminations (Geld - <http://www.le114.com>) consacre sa lettre d'information datée du 3 juin 2003 à cette information. On y trouvera une présentation du contenu de la lettre de mission, un dossier ressource avec liens sur les différents communiqués, des dossiers de presse et des articles autour de la création de cette autorité

### ■ Action territorialisée pour lutter contre les discriminations

Un séminaire est organisé à Pantin le 16 octobre à l'initiative de la DIV, de la DPM et du FASILD pour présenter le bilan du dispositif expérimental de lutte contre les discriminations, avec les témoignages des acteurs clés et des sites qui ont

tenté cette expérimentation (dont Marseille). Nous reviendrons dans la prochaine lettre sur le bilan de cette journée et les perspectives pour les sites qui veulent s'engager dans ce dispositif.

Contact : (organisations de la journée du 16) :  
Economie et humanisme, 04 72 71 66 66

### ■ Nouveau Conseil supérieur du Travail social

Le CSTS a été officiellement installé en mai dernier. Instance partenariale de 68 membres, ce Conseil est un lieu d'expertise et de référence pour l'ensemble des professions sociales qui travaillera plus particulièrement trois questions : le décloisonnement entre le sanitaire et le social ; le travail social face à la grande pauvreté et à l'exclusion ; l'usager au centre du travail social.

# L'oeil sur

(Repérage documentaire)

## Publications

### DOCUMENTS « PAPIER »

EN CONSULTATION AU CRPV OU EN COURS D'ACQUISITION

### ■ Guide des programmes et initiatives communautaires à l'attention des collectivités territoriales

Version papier ou Cdom. L'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE) publie une nouvelle édition de ce guide recensant les programmes et initiatives communautaires susceptibles de financer des projets menés par les collectivités territoriales. Présenté sous forme de classeur pour la version papier, les informations sont classées par domaines d'action. Chaque fiche de présentation du programme européen en précise les objectifs, les bénéficiaires, les actions financées, les modalités de soumission et les contacts utiles en France ou auprès de la commission.

Contact : [www.afccre.asso.fr](http://www.afccre.asso.fr); tel : 02 38 77 83 83

### ■ Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980

Frédéric Dufaux, Annie Fourcaut, Rémy Skoutelsky. Lyon : ENS Editions, 2003, 207 p. Ce travail pluridisciplinaire est parti du constat que l'analyse historique de la construction des grands ensembles n'était pas encore faite, malgré l'abondante littérature, publiée ou non, produite sur le moment même par les géographes, démographes, sociologues, psychologues, urbanistes, architectes, économistes. Cette bibliographie localisée des travaux de recherche consacrés aux grands ensembles français des années 1950 aux années 1980 est un instrument de travail comportant 116 références.

Contact : ENS Editions, 04 37 37 60 22

### ■ Quelle place pour la démocratie participative ? Exemples de démarches participatives en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Bruyère (E), Maîtrise de Management Public, Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix Marseille, Institut d'Etudes politiques, juin 2003, 118p.

Après une première partie rappelant les enjeux et

l'évolution de la démocratie participative et de la démocratie représentative, l'auteur s'est attaché à présenter, à partir d'une grille d'analyse, des exemples de démarches participatives en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mises en place spontanément ou prévues par la loi.

Contact : [Consultation au CRPV](mailto:Consultation@CRPV)

### ■ Référentiels de la médiation sociale CREPAH, DIV. La Plaine Saint-Denis, 2003

C'est le CREPAH qui a réalisé l'étude "Création de référentiels métiers dans le domaine de la médiation sociale, identification de référentiels de compétences et liaison avec les différentes branches professionnelles". Un inventaire a été fait des modes d'intervention caractéristiques de la médiation ainsi que de l'évolution de ses pratiques. Puis a été étudié l'aspect des compétences nécessaires, des parcours de professionnalisation et des passerelles existantes menant vers d'autres métiers. Au terme du rapport, cinq emplois-repères sont finalement identifiés : l'agent de prévention et de médiation, le médiateur social et culturel, l'agent d'ambiance dans les transports, le correspondant de nuit et le coordonnateur d'équipes de médiation.

Contact : Tél. : 01 49 17 46 74

[eric.lenoir@ville.gouv.fr](mailto:eric.lenoir@ville.gouv.fr) - <http://i.ville.gouv.fr>

### ■ L'ambition associative. Guide pour s'interroger sur nos pratiques

UNIOPPS. Paris : Uniopss, 2003

Outil d'appréciation des pratiques associatives, fruit d'un travail de trois années mené dans sept régions, ce guide définit quatre grandes "valeurs" (la primauté de la personne, la non-lucrativité et les solidarités, la dynamisation du tissu social, la fonction d'avant-garde), à confronter à onze "parties prenantes" au projet associatif (bénéficiaire, adhérent, entourage, administrateur, bénévole, etc.). La confrontation de chaque valeur avec une partie prenante donne lieu à une fiche pratique résumant les "principes" et "engagement" de l'association. Une dernière partie intitulée "Forum des pratiques" recense des exemples d'associations ayant modifié leurs pratiques après avoir expérimenté ce guide.

Contact : 01 53 36 35 00 ; [uniopss@uniopss.asso.fr](mailto:uniopss@uniopss.asso.fr)

### ■ L'utilité sociale

Alternatives économiques, hors-série, septembre 2003. Ce guide propose une première partie consacrée à définir l'économie sociale, avec notamment une analyse de la notion d'utilité sociale, des entretiens avec des acteurs du secteur, ou encore une réflexion sur les nouveaux indicateurs de richesse et sur l'évaluation de l'utilité sociale.

Contact : Alternatives économiques, 03 80 48 10 25  
[www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

### ■ Les discriminations des jeunes d'origine étrangère dans l'accès à l'emploi et l'accès au logement

Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations. Paris : la Documentation française, 2003, 248 p.

L'égalité des jeunes Français vis-à-vis de l'accès à l'emploi ou au logement est-elle la même, quel que soit leur statut social, ou bien être enfant d'immigré condamne-t-il à stationner aux portes de l'entreprise, ou à ne pouvoir habiter qu'en HLM ? Avant de l'affirmer, il faut pouvoir l'observer à partir de données objectives. Car si les

mécanismes d'éviction existent, ils sont moins le résultat de comportements racistes manifestes ou de pratiques discriminatoires délibérées, que les conséquences de la sur-représentation des jeunes d'origine étrangère dans les circuits sans issue. Liste des sigles, orientation bibliographique et adresses utiles complètent cette étude.

Contact : 01 40 15 70 00

## DOCUMENTS EN LIGNE

### ■ L'analyse des systèmes d'acteurs

CERTU. Lyon : CERTU, 2003, 104p.

(Diagnostics de territoires, cahier n°1)

Ce Cahier est le premier d'une série qui rendra compte des interventions, travaux et réflexions réalisés au cours d'un projet transversal et qualifiant, conduit avec les CETE, sur le thème des diagnostics de territoires et systèmes d'acteurs. L'objectif était de marier deux approches pour comprendre le territoire, celle des analyses locales techniques, et celle des points de vue politique plus discrets, produits par les services extérieurs de l'Etat. Ce cahier présente les apports de la sociologie des organisations, une réflexion sur le passage de l'analyse des organisations à celle des systèmes d'action organisés ; une analyse des jeux d'acteurs dans les démarches territoriales.

Adresse : <http://www.certu.fr>

### ■ Le diagnostic territorial : outil de l'action publique

CERTU. Lyon : CERTU, 2003, 70 p.

(Diagnostics de territoire, Cahier n°4)

Ce quatrième cahier rassemble plusieurs interventions, exposés ou études de cas qui permettent de montrer l'intérêt que peut revêtir le diagnostic territorial comme outil de l'action publique. Après un entretien avec D. Béhar qui souligne les atouts dont dispose les services de l'Etat pour l'élaboration des contrats d'agglomération, sont présentés trois types de diagnostics que produisent, ou auxquels participent les DDE : projection, coordination, institution.

Adresse : <http://www.certu.fr>

## Agenda

### EN RÉGION

### ■ La participation démocratique : l'expérience des mairies de secteur et des CICA, à Marseille, le 13 octobre

Séminaire CESSA/Arènes sur ce thème, à la mairie des 13<sup>èmes</sup>-14<sup>èmes</sup> arrondissements.

Contact : [asso.cessa@wanadoo.fr](mailto:asso.cessa@wanadoo.fr)

### ■ L'adolescence, du mal-être au bien-être, quelles réponses ? à Salon de Provence, 16-17 octobre 2003

Ce colloque organisé par notamment par l'Espace Santé Jeunes de Salon de Provence, abordera diverses questions liées à la santé des jeunes : le réseau d'accueil et d'écoute, le rôle des espaces Santé Jeunes, la place des parents à l'adolescence, les réponses de l'institution judiciaire, la lutte contre les troubles de l'apprentissage...

Contact : Espace Santé Jeunes Salon : 04 90 56 78 89

■ **Les 1<sup>ères</sup> rencontres Jeunes & Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée, à Marseille, du 22 au 24 octobre 2003**

Organisées conjointement par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), l'Institut d'économie publique (Idep-Creqam) et le Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (Lest), ces rencontres réuniront des chercheurs de diverses disciplines des sciences sociales. Cette première édition abordera les trois questions suivantes : en quoi les jeunes révèlent-ils à travers leurs itinéraires professionnels, leur quête d'autonomie ou l'affirmation de leurs identités les évolutions des sociétés ? Comment, entre engagement dans des réseaux de relations et participation aux institutions, trouvent-ils leur place dans la société ? Et enfin, comment les jeunes, entre précarisation de l'emploi et transformation des inégalités sociales, affrontent-ils une société d'incertitude ?

Contact : Yves Doazan, (EHESS) 04 91 14 07 31

■ **Habitat, logement : les communautés seront-elles l'acteur principal des politiques territoriales ? à Aubagne, le 4 novembre 2003**

Organisées par la communauté d'agglomération Garlaban Huveaune Sainte-Baume et la Délégation régionale de l'ADCF (Assemblée des Communautés de France), cette journée permettra de faire le point sur la compétence habitat des communautés de communes, sur leur rôle dans l'équilibre social de l'habitat et sur l'équilibre entre les collectivités locales. Deux ateliers permettront d'approfondir les questions de maîtrise foncière et de définition d'intérêt communautaire en matière d'habitat.

Contact : 04 42 03 39 43

■ **Travailler, entreprendre, agir en économie sociale, en Arles, les 6 et 7 novembre**

Université du CJDES. (Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale).

Contact : djamil.cjdes@wanadoo.fr.

■ **Des assises pour l'économie sociale et solidaire en PACA, à Marseille, les 19 et 20 novembre**

Assises régionales de l'entrepreneuriat social. "Choisir d'entreprendre autrement". Hôtel de région 27, pl. Jules Guesde - 13002 MARSEILLE.

Contact : CRES PACA. cres@crespaca.org

■ **Colloque "Genre et démocratie locale", à Marseille, le 21 novembre**

Colloque organisé par le GRAIFF (Groupement régional pour l'action et l'information des femmes et des familles). Trois tables-rondes le matin, travail en ateliers l'après-midi : l'approche par genre dans les politiques communales ; la prise en compte de l'égalité des chances dans les politiques publiques ; l'approche par genre et les associations.

Contact : info@graiff.org ; 04.91.99.00.13  
www.graiff.org

■ **Agir en faveur des familles en difficulté : maîtriser l'énergie dans l'habitat, en Avignon, du 24 au 28 novembre 2003**

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) propose ce stage de formation destiné aux professionnels de l'action sociale. Cette formation a pour objectifs d'identifier les causes de surconsommation d'énergie et d'inconfort (bâtiments, équipements et comportements), et de s'entraîner à utiliser une démarche d'analyse et de recherche de solutions afin d'élaborer un programme d'améliorations adapté et réaliste.

Contact : ADEME 01 47 65 20 00

## AILLEURS

■ **Les associations, acteurs des politiques sociales, les 9 et 10 octobre 2003 à Chambéry**

La Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement (Fapil) organise un forum sur ce thème. Dans le contexte de bouleversements pour les structures qui interviennent dans le cadre de l'insertion par le logement (projet de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, loi de décentralisation, loi Habitat), ce forum permettra de travailler sur la place des structures dans le nouveau cadre mis en place par la décentralisation. Des travaux en ateliers sont programmés sur les sujets : "urgence et hébergement", "positionnement des acteurs" et "gestion locative et maîtrise d'ouvrage d'insertion".

Contact : FAPIL, 01 48 05 05 75; fapil@globenet.fr

■ **Démocratie locale et décision les 16 et 17 octobre 2003 à Mulhouse**

Quatre tables-rondes pour ce colloque organisé par l'Association des Maires des grandes villes de France en partenariat avec la DIV, et consacré aux outils de la démocratie locale : quel impact de la participation des habitants sur la prise de décision ; signification politique de la pratique de la démocratie ; du quartier à l'agglomération, quels modes d'exercice de la démocratie participative ? Quelle place pour les élus dans les instances participatives ? Comment générer une dynamique participative en continu ?

Contact : AMGVF : 01 45 48 98 54

■ **Dynamique culturelle et développement urbain : état de la recherche, nouveaux questionnements, nouvelles perspectives, à Grenoble, 12 et 13 novembre 2003**

Organisés par la DIV et la Délégation au Développement et à l'Action territoriale, le ministère de la Culture, et l'Observatoire des politiques culturelles, ces deux séminaires proposent une réflexion, un bilan et un transfert d'expériences permettant d'observer la façon dont la politique de la Ville a pris en compte la dimension de la Culture, d'apprécier les résultats de cette démarche et d'engager une réflexion prospective associant chercheurs et institutions d'une part, professionnels de la Culture et professionnels de la politique de la Ville d'autre part.

Contact : OPC : 04 76 44 33 26

opc.culture@wanadoo.fr (nombre de places limité).

■ **Les disparités territoriales, thème de la 24<sup>ème</sup> rencontre nationale des Agences d'urbanisme, 5-6-7 novembre 2003, Paris la Défense**

Trois ateliers au programme de cette rencontre : les disparités territoriales à l'intérieur des villes et des agglomérations ; les disparités territoriales à l'échelle des grandes régions urbaines ; les disparités territoriales à l'échelle du territoire français et l'espace européen.

Inscription : 05 34 45 26 45

■ **Les Ateliers du projet territorial**

La DATAR, en partenariat avec plusieurs organismes, propose des rencontres régulières pour répondre aux préoccupations des territoires dans l'élaboration de leur projet, encourager les échanges d'expériences et aider à la mise en œuvre des dispositions relatives à la contractualisation, aux SCOT, aux pays et aux agglomérations. Cette action a pour objectif de fournir, lors d'ateliers thématiques, des éléments de méthodologie sur la conduite du projet et de contribuer à la mise en réseau des acteurs concernés. Les prochaines rencontres (novembre) auront pour thème l'articulation et la cohérence du projet de territoire. L'Atelier de décembre, lui, portera sur l'approche économique des projets de territoires.

Contact et inscriptions : Florence Bongibault : 01 43 92 67 71 ; Grégory Rocheteau : 01 43 92 67 99

## Du côté des centres de ressources

■ **Le Pôle départemental Ville et développement social (Val d'Oise) publie les actes des soirées du Pôle consacrées respectivement aux thèmes «Ecole et développement éducatif local. Mutations, enjeux et pratiques», et «le renouvellement urbain et le développement durable en débat».**

Contact : 01 34 04 12 12. Consultation au CRPV

■ **Une nouvelle lettre d'information pour Pays et Quartiers d'Aquitaine,** le Centre de ressources régional sur le développement territorial. « Pan-gramme » offre dans un style concis une sélection d'informations utiles aux acteurs locaux.

Contact : 05 56 90 81 00

■ **Le CR-DSU (Rhône-Alpes) change de direction :** Françoise Malbosc sera remplacée à partir du 20 octobre par Isabelle Chenevez.

ISSN : 1637-6382

Directeur de publication : Dominique Michel

Rédaction : Isabelle Marguerite ; Dominique Michel

Réalisation graphique : Marc Leveret

Contact : Isabelle Marguerite

© CRPV-PACA.

Imprimé sur papier recyclé



CRPV-PACA Groupement d'Intérêt Public  
4, place Sadi Carnot (entrée C)  
13002 Marseille - Tel. 04 96 11 50 41  
www.crvp-paca@wanadoo.fr

